



L'Alignement pour faire progresser le développement résilient face aux changements climatiques

ÉTUDE DE CAS NATIONALE : Le Sri Lanka

Cette étude de cas fait partie d'une série de notes axées sur l'alignement des efforts déployés par les pays en vertu du Programme de développement durable à l'horizon 2030, de l'Accord de Paris et du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe.

Les études de cas examinent les premières expériences relatives aux efforts pour aligner les processus politiques nationaux visés par ces programmes mondiaux, tout en mettant en relief le caractère du processus d'alignement, qui est spécifique au contexte. Cette étude de cas porte sur les efforts entrepris au Sri Lanka pour lier la planification en matière de développement durable, d'adaptation aux changements climatiques et de gestion des catastrophes.



Messages Clés

- Les documents politiques du Sri Lanka créent déjà des liens entre le développement durable, les changements climatiques et la réduction des risques de catastrophe.
- Le caractère itératif des processus de contribution déterminée au niveau national (CDN) et de plan national d'adaptation (PNA) ouvre des opportunités pour renforcer l'alignement — les prochaines mises à jour de ces documents politiques représentent un point d'entrée essentiel pour un meilleur alignement de ces deux processus au Sri Lanka.
- Lorsque les processus politiques sont dirigés par le même ministère — dans le cas présent, il s'agit du Ministère du développement et de l'environnement Mahaweli, qui est chargé du développement durable et des changements climatiques — le processus d'alignement est plus simple.
- Des gains d'efficacité considérables peuvent être réalisés grâce à l'alignement lors de la mise en place de systèmes (tels que les systèmes de suivi et d'évaluation) et processus essentiels, y compris les processus infranationaux de planification.

1. Introduction

L'alignement des processus politiques nationaux en vertu du Programme de développement durable à l'horizon 2030, de l'Accord de Paris et du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe peut

contribuer à améliorer la cohérence, l'efficacité et l'efficacité des efforts déployés par les pays pour aboutir à un développement résilient face aux changements climatiques (Dazé, Tertton & Maass, 2018). Au Sri Lanka, il existe des synergies évidentes entre les processus politiques liés au développement durable, à l'adaptation aux changements climatiques et à la gestion des risques de catastrophe, ce qui crée des possibilités pour que l'alignement puisse se produire. Cette étude de cas présente un aperçu du contexte national du développement résilient face aux changements climatiques, suivi par une discussion des synergies existantes et des points d'entrée potentiels pour poursuivre l'alignement.

2. Contexte national

Le pays insulaire de Sri Lanka est situé dans l'océan Indien, au large de la pointe sud-est de l'Inde. Son territoire de plus de 65 000 km² est principalement plat et de faible élévation, avec plus de 1 300 km de côtes. La population d'environ 22,5 millions d'habitants est concentrée dans trois zones : le sud-ouest, la côte est, où se situent les centres urbains, et la péninsule de Jaffna au nord. Plus de 80 pour cent de la population vit dans des zones rurales (Central Intelligence Agency [CIA], 2019). Le Sri Lanka est un pays à revenu moyen inférieur qui a réalisé d'importants progrès dans la réduction de la pauvreté (World Bank, 2019). En 2017, le PIB par habitant (en termes de parité de pouvoir d'achat) était d'USD 12 900 (CIA, 2019). L'Indice de développement humain était de 0,770 en 2017, ce qui situe le pays dans la catégorie de développement humain élevé (UNDP, 2018).

Le pays a un climat tropical, avec des variations de température moyennes en fonction de l'altitude, allant de 26,5 à 28,5 °C dans les zones de plaine à 15,9 °C. Les précipitations annuelles moyennes sont d'environ 1 850 mm, avec à nouveau des variations régionales, allant de 900 à 5 000 mm. Il existe trois zones climatiques principales : la zone humide au sud-ouest, la zone sèche au nord et à l'est, et la zone intermédiaire qui couvre la zone centre-sud. L'analyse des changements observés et prévus suggère qu'il existe trois principaux impacts des changements climatiques au Sri Lanka : une augmentation des températures, des modifications du schéma de distribution des précipitations et une augmentation de la fréquence et de la gravité d'événements météorologiques extrêmes (Ministère du développement et de l'environnement Mahaweli [MMDE], 2016a), y compris des vagues de chaleur, des précipitations intenses et des cyclones tropicaux (Cruz et al., 2007). Le pays est caractérisé par sa forte vulnérabilité aux impacts des changements climatiques mais aussi par sa forte disposition à y répondre (ND-GAIN, 2016).

3. Dispositifs institutionnels clés en faveur du développement résilient face aux changements climatiques

Afin de comprendre les opportunités en matière d'alignement, il est important de comprendre les dispositifs institutionnels des processus politiques respectifs. Cette section fournit un aperçu des mécanismes de coordination mis en place pour le développement durable, les changements climatiques et la réduction des risques de catastrophe.

Au niveau le plus élevé, l'organe de coordination du **développement durable** est le Comité parlementaire restreint pour le développement durable, qui a été créé en 2017. Cet organe se compose de 15 membres du Parlement et fournit une direction politique en matière de mise en œuvre des ODD. Plus précisément, il est chargé de formuler des recommandations concernant les lois et politiques nationales, l'allocation des ressources nationales et les stratégies visant à obtenir des financements internationaux, entre autres. La coordination de la mise en œuvre des ODD est le rôle du Conseil de développement durable (SDC), qui comporte 12 membres, dont trois représentants de conseils provinciaux, c'est-à-dire du niveau de gouvernement en-dessous du niveau national. Les membres ont été nommés par le Président en 2018. Le SDC a pour mission de développer les

Politique et stratégie nationales pour le développement durable (NPSSD), d'élaborer des lignes directrices pour d'autres acteurs qui y sont impliqués et d'examiner les progrès accomplis dans la mise en œuvre des NPSSD (Government of the Democratic Socialist Republic of Sri Lanka [GDSRSL], 2018).

Le Ministère du développement et de l'environnement Mahaweli (MMDE) est le point focal gouvernemental pour la coordination, le soutien et la notification par rapport à la mise en œuvre des ODD. Le MMDE met actuellement en place des comités thématiques pour chacun des ODD, y compris l'ODD 13, qui se concentre sur l'action climatique (Jayatunga & Perera, communication personnelle, le 15 février 2019). Afin d'impliquer les parties prenantes dans l'élaboration de cette stratégie, il prévoit de mettre en place un groupe de référence multipartite (GDSRSL, 2018).

L'organisme principal en matière de **changements climatiques** au sein du gouvernement sri lankais est également le MMDE, qui a créé le Secrétariat des changements climatiques (CCS) afin de coordonner l'intégration des changements climatiques, notamment l'élaboration du PNA et de la CDN (GDSRSL, 2018). Les membres du CCS coordonnent des Cellules climatiques sectorielles pour chaque secteur identifié dans le PNA. Ces cellules rassemblent des parties prenantes émanant du gouvernement, du secteur privé, des ONG et des organisations communautaires. Elles sont chargées de la coordination de la mise en œuvre et du suivi des mesures d'adaptation sectorielles (MMDE, 2016a), tandis que les ministères d'exécution tels que le Ministère de l'agriculture et le Ministère de l'irrigation et de la gestion de l'eau, entre autres, sont mandatés pour mettre en œuvre des mesures d'adaptation dans leurs secteurs respectifs (GDSRSL, 2018). Le CCS dirige également un groupe de travail national axé sur les besoins d'adaptation transversaux. Au niveau infranational, des Cellules climatiques régionales sont en voie de création, ainsi qu'un forum permettant aux organisations de la société civile de coordonner les interventions communautaires (MMDE, 2016a).

La responsabilité de la gestion des risques de catastrophe est assumée par le Ministère de la gestion des catastrophes (MDM), composé du Département de la météorologie et du Centre de gestion des catastrophes, parmi d'autres institutions. La coordination globale de la gestion des catastrophes est entreprise par le Conseil national de gestion des catastrophes, présidé par le Président et comprenant des représentants des conseils provinciaux ainsi que les ministres chargés des services sociaux, de la réhabilitation et de la reconstruction, de la santé, de l'approvisionnement en eau et des finances, entre autres. Le Secrétariat du Conseil siège au sein du MDM (MDM, 2019).

Un aperçu des dispositifs institutionnels liés au Programme à l'horizon 2030, à l'Accord de Paris et au Cadre de Sendai est présenté en Figure 1.

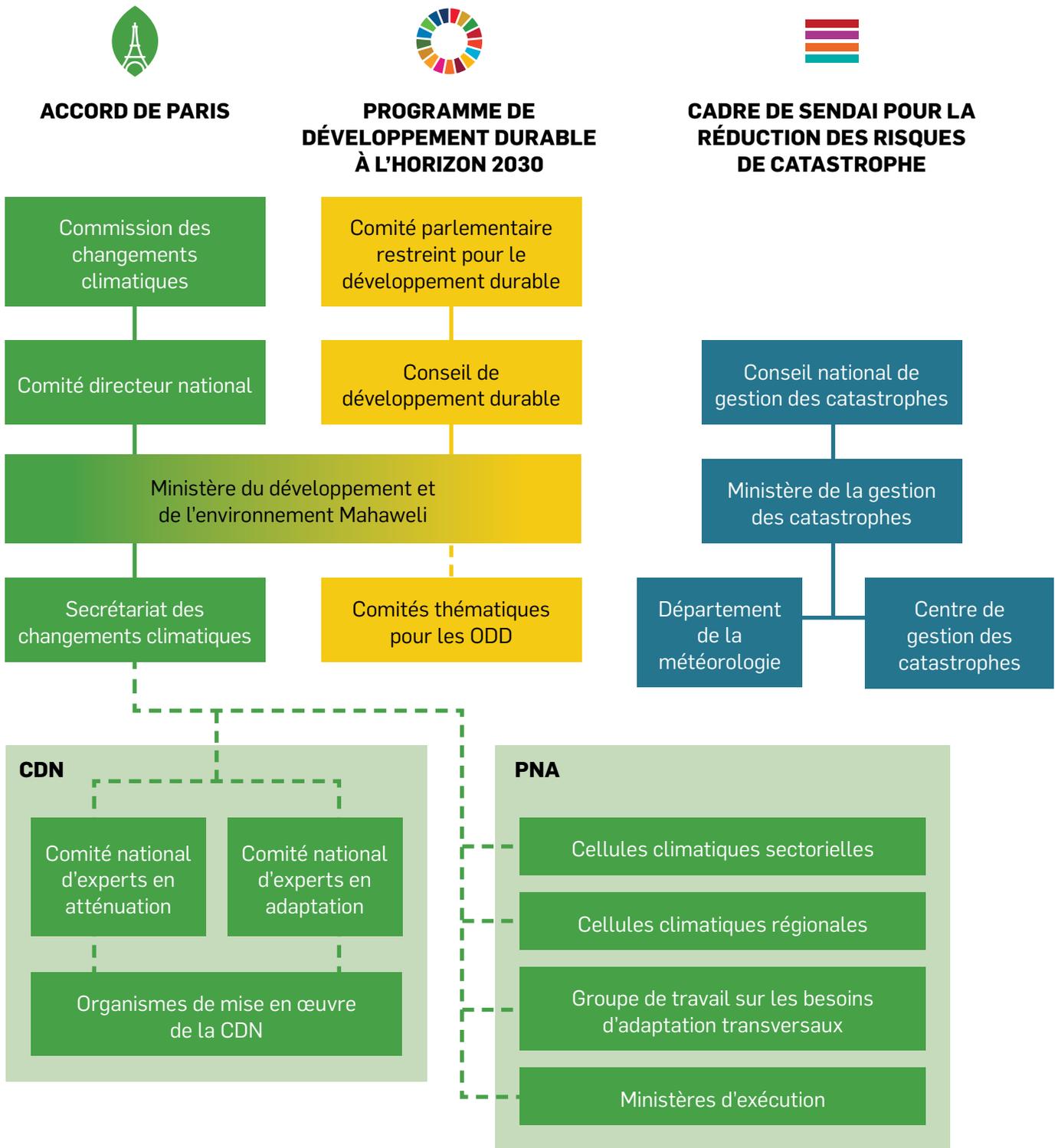
4. État des processus politiques clés en faveur du développement résilient face aux changements climatiques

Cette section fournit un aperçu de l'état des principaux processus politiques qui sont pertinents pour le développement résilient face aux changements climatiques au Sri Lanka. Le Tableau 1 résume ces informations.

Vision du développement – Vision 2025 : Un pays enrichi

La voie du développement à long terme du Sri Lanka est défini par [Vision 2025 : Un pays enrichi](#) (en anglais, « Vision 2025: A Country Enriched »). L'objectif est de faire du Sri Lanka le moteur économique de l'océan Indien, où tous les citoyens disposent de revenus plus élevés et d'un meilleur niveau de vie. Cette vision prévoit des changements dans plusieurs domaines, notamment des réformes des marchés fonciers, du travail et des capitaux ; des infrastructures économiques et sociales ; de la protection sociale ; et de l'agriculture et du développement durable, entre autres. Ce plan ne comporte que des références limitées au niveau des

Figure 1. Dispositifs institutionnels du Sri Lanka en lien avec le Programme de développement durable à l'horizon 2030, l'Accord de Paris et le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe



À NOTER : Les lignes continues indiquent une responsabilité directe, tandis que les lignes pointillées indiquent une relation de coordination

changements climatiques, hormis le chapitre consacré à l'agriculture et au développement durable, qui souligne l'importance de la protection de l'environnement et de la gestion des catastrophes ainsi que la nécessité de renforcer la résilience du secteur agricole (GDSRSL, n.d.a). Cette vision à plus long terme est exprimée sous la forme de plans d'investissement à moyen terme — le Programme d'investissement public (PIP) pour 2017–2020 est en cours de mise en œuvre. Une évaluation de l'alignement du PIP avec les ODD a déterminé que l'ODD 13 en matière d'action climatique figurait parmi les objectifs qui requièrent une attention particulière dans le prochain plan pour garantir leur intégration adéquate (GDSRSL & UN Country Team, 2018).

Politique et stratégie nationales pour le développement durable

En octobre 2017, le Sri Lanka a adopté la Loi sur le développement durable, qui fournit un cadre juridique pour la mise en œuvre des ODD (GDSRSL, 2018). La loi crée un mandat pour l'élaboration et la mise en œuvre des Politique et stratégie nationales pour le développement durable (NPSSD). Elle prévoit également que les facteurs environnementaux, économiques et sociaux soient intégrés dans l'ensemble des décisions prises par le gouvernement (Parliament of the Democratic Socialist Republic of Sri Lanka [PDSRSL], 2017). Comme intrant aux NPSSD, un comité d'experts a élaboré un rapport résumant la vision et la voie stratégique en faveur du développement durable dans le pays. Ce rapport donne les grandes lignes des principaux enjeux et de la voie à suivre pour le développement durable dans des secteurs clés tels que l'agriculture et l'alimentation, la santé et l'eau. Les changements et catastrophes climatiques (ainsi que la qualité de l'air) sont identifiés en tant que thème transversal nécessitant une prise en compte au sein des autres objectifs (Presidential Expert Committee, 2019). Les NPSSD devraient être terminées d'ici à la fin de l'année 2019 (S. Yalgama, communication personnelle, le 5 mars 2019). Une fois qu'elles seront mises en place, on s'attend à ce que les différents ministères et autorités infranationales élaborent des Stratégies de développement durable sous un délai d'un an, à la suite de quoi ils présenteront des rapports d'avancement et procéderont à des audits environnementaux et sociaux sur de nouvelles initiatives. En attendant, le Département national de planification a demandé à l'ensemble des organismes gouvernementaux de schématiser les cibles des ODD en fonction de leurs domaines d'expertise (GDSRSL, 2018).

Contributions déterminées au niveau national

Les premières [Contributions déterminées au niveau national](#) du Sri Lanka mettent l'accent sur la vulnérabilité du pays face aux changements climatiques. Ce document identifie quatre domaines prioritaires, dont l'adaptation. La composante d'adaptation vise à renforcer la résilience vis-à-vis des effets néfastes des changements climatiques au sein des communautés, secteurs et zones les plus vulnérables. Elle identifie cinq cibles : l'intégration de l'adaptation dans la planification et le développement au niveau national ; la facilitation d'établissements humains sains et résilients au climat ; la minimisation des impacts des changements climatiques sur la sécurité alimentaire ; l'amélioration de la résilience climatique des principaux moteurs économiques ; et la protection des ressources naturelles et de la biodiversité vis-à-vis des impacts des changements climatiques. Les efforts en matière d'adaptation se focaliseront en particulier sur les secteurs les plus vulnérables, notamment la santé ; la sécurité alimentaire ; l'eau et l'irrigation ; les milieux côtiers et marins ; la biodiversité ; les infrastructures urbaines et les établissements humains ; et le tourisme et les loisirs. Des engagements précis sont exposés pour chacun de ces secteurs, de même qu'un engagement pour intégrer l'adaptation aux changements climatiques dans la planification et le développement au niveau national (MMDE, 2016b). Un plan de préparation en vue de la mise en œuvre de la première CDN a également été publié (MMDE, 2016c). La CDN est en cours d'examen et une mise à jour est prévue dans l'année à venir (Communication personnelle, le 15 février 2019).

Plan national d'adaptation

Le [Plan national d'adaptation aux impacts des changements climatiques au Sri Lanka](#) couvre la période allant de 2016 à 2025. Il classe les besoins d'adaptation en deux catégories : ceux qui peuvent être traités au sein d'un

secteur vulnérable particulier et ceux qui transcendent les secteurs. Les besoins d'adaptation sectoriels sont identifiés pour neuf secteurs : la sécurité alimentaire (y compris l'agriculture et l'élevage ainsi que la pêche) ; les ressources en eau ; les milieux côtiers et marins ; la santé ; les établissements humains et les infrastructures ; les écosystèmes et la biodiversité ; le tourisme et les loisirs ; les exportations agricoles ; et l'industrie, l'énergie et les transports. Les besoins d'adaptation transversaux comprennent le développement et la coordination institutionnels ; la mobilisation des ressources ; la recherche et le développement ; le renforcement de la capacité d'adaptation au niveau communautaire ; et la gestion des informations climatiques, entre autres. Le PNA est guidé par les principes décrits par la Politique nationale sur les changements climatiques (MMDE, 2016a), qui mettent l'accent sur l'action rapide, la durabilité environnementale, l'acceptabilité sociale et la viabilité économique, entre autres (GDSRSL, n.d.b). Depuis son achèvement en 2016, plusieurs activités ont été mises en œuvre, y compris le lancement de la planification de l'adaptation au niveau provincial. Un examen et une actualisation du PNA sont prévus plus tard cette année (Jayatunga & Perera, communication personnelle, le 15 février 2019).

Politique nationale de gestion des catastrophes

Élaborée en 2013, la Politique nationale de gestion des catastrophes imagine un Sri Lanka plus sûr et vise à mettre en place « une gestion efficace des catastrophes pour la sécurité et la résilience des vies et des biens » (DSRSL, 2013, p. 1). Conformément à la Loi sur la gestion des catastrophes (PDSRSL, 2005), cette politique considère la gestion des catastrophes comme une priorité transversale. Elle identifie des stratégies de gestion des catastrophes dans six domaines : la gouvernance ; l'atténuation (des catastrophes) ; l'état de préparation ; les urgences, les interventions et la réponse ; les secours et le relèvement rapide ; et le rétablissement, la réinstallation et la réhabilitation (DSRSL, 2013). Un plan d'action pour la réalisation des objectifs fixés par le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe est en cours d'élaboration (Jayatunga & Perera, communication personnelle, le 15 février 2019).

Tableau 1. Aperçu des principaux processus politiques de développement résilient face aux changements climatiques

Processus politique	Vision 2025 : Un pays enrichi	Politique et stratégie nationales pour le développement durable	Contributions déterminées au niveau national	Plan national d'adaptation	Politique nationale de gestion des catastrophes
État	Démarrée en septembre 2017	En cours d'élaboration, devraient être achevées d'ici à fin 2019	Achevées en 2016, en cours d'examen, mise à jour prévue d'ici à 2020	Achévé en 2016, en cours d'examen, mise à jour prévue d'ici à 2020	Élaborée en 2013
Période	2017–2025	2020–2030	2021–2030	2016–2025	Non précisée
Institution principale	Bureau du Premier ministre	Ministère du développement et de l'environnement Mahaweli	Ministère du développement et de l'environnement Mahaweli	Ministère du développement et de l'environnement Mahaweli	Ministère de la gestion des catastrophes

Processus politique	Vision 2025 : Un pays enrichi	Politique et stratégie nationales pour le développement durable	Contributions déterminées au niveau national	Plan national d'adaptation	Politique nationale de gestion des catastrophes
Objectifs liés au développement résilient face aux changements climatiques	<p>Dans le contexte de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, vise à prioriser la protection de l'environnement et la gestion des catastrophes, notamment en faisant la promotion des améliorations technologiques vertes et résilientes face au climat pour la production des récoltes alimentaires</p>	<p>Les actions clés recommandées comprennent la mise en œuvre de mesures urgentes à court, moyen et long terme visant à réduire la vulnérabilité face aux catastrophes et à permettre l'adaptation aux changements climatiques ; l'adaptation est reconnue comme une priorité, particulièrement pour les personnes pauvres et vulnérables</p>	<p>L'objectif global des engagements en matière d'adaptation est de renforcer la résilience des communautés, secteurs et zones les plus vulnérables vis-à-vis des effets néfastes des changements climatiques</p>	<p>Vise à réaliser les objectifs de développement durable et à garantir un avenir sûr pour les citoyens du pays en minimisant les impacts des changements climatiques sur la vie humaine, les écosystèmes, les biens nationaux et l'économie, par le biais de mesures d'adaptation appropriées et opportunes</p>	<p>Vise à augmenter la sensibilisation vis-à-vis des risques, des vulnérabilités et des capacités de réponse ; met l'accent sur l'intégration de la réduction des risques de catastrophe dans la planification et le développement, en prenant en compte les changements climatiques</p>
Secteurs prioritaires	<ul style="list-style-type: none"> • Agriculture et développement durable • Protection sociale • Technologie et numérisation • Marchés fonciers, du travail et des capitaux • Infrastructures économiques et sociales 	<ul style="list-style-type: none"> • Agriculture et alimentation • Eau • Ressources marines • Santé • Urbanisme et aménagement du territoire • Éducation • Énergie • Transports 	<ul style="list-style-type: none"> • Sécurité alimentaire (agriculture, élevage, pêche) • Eau et irrigation • Milieux côtiers et marins • Santé • Infrastructures urbaines et établissements humains • Biodiversité • Tourisme et loisirs 	<ul style="list-style-type: none"> • Sécurité alimentaire • Ressources en eau • Milieux côtiers et marins • Santé • Établissements humains et infrastructures • Écosystèmes et biodiversité • Tourisme et loisirs • Exportations agricoles • Industrie, énergie et transports 	<ul style="list-style-type: none"> • Non précisés
Source(s)	<p>GDSRSL, n.d.b</p>	<p>Presidential Expert Committee, 2017 ; S. Yalagama, communication personnelle, le 5 mars 2019</p>	<p>MMDE, 2016b</p>	<p>MMDE, 2016a</p>	<p>DSRSL, 2013</p>

5. Synergies et liens entre les processus politiques au Sri Lanka

Parmi les différents processus politiques présentés dans le Tableau 1, plusieurs liens ont déjà été noués, ce qui crée des opportunités pour trouver des synergies. Ces liens comprennent :



L'approche à la mise en œuvre des ODD reconnaît les liens entre les programmes internationaux.



- L'Examen national volontaire du Sri Lanka concernant l'état de la mise en œuvre des ODD commence par la création de liens entre les ODD, l'Accord de Paris et le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe. Des références à l'adaptation aux changements climatiques en tant que moyen de réalisation des ODD sont mises en évidence à travers le document, par rapport à l'élimination de la faim, au développement urbain ainsi qu'à la santé et au bien-être, entre autres.



Les liens entre le PNA, les CDN et les ODD sont mis en lumière dans la notification relative aux ODD.



- Dans l'Examen national volontaire du Sri Lanka, le PNA, les CDN et l'organisme de gestion des catastrophes sont mis en avant en tant que composantes essentielles de la mise en œuvre de l'ODD 13 relatif à l'action climatique. Il prend également note du rôle des mesures identifiées dans le PNA et dans la CDN par rapport à la mise en œuvre de l'ODD 6 relatif à l'eau propre et aux installations sanitaires.



Les CDN mettent en lumière les liens entre l'Accord de Paris et les ODD et sont étroitement alignées avec le PNA.



- Le préambule aux engagements énoncés dans les CDN souligne l'importance d'un Accord « juste et ambitieux » pour la réalisation des ODD. Les CDN précisent que les engagements liés à l'adaptation sont basés sur le PNA. De plus, il existe un chevauchement significatif des secteurs identifiés dans les CDN et dans le PNA, avec sept secteurs en commun (en plus de ceux-ci, le PNA couvre également les exportations agricoles ainsi que l'industrie, l'énergie et les transports).



Le PNA met en relief sa cohérence avec les CDN.

- Une section du PNA décrit l'élaboration collaborative des deux documents et leur rôle en tant qu'éléments complémentaires de la réponse sri lankaise aux changements climatiques dans le contexte de l'Accord de Paris. Elle précise que les engagements sectoriels dans les CDN sont consignés au sein des options d'adaptation identifiées dans le PNA.



Le PNA comprend une description de sa manière de contribuer à la réalisation des ODD.



- Un exercice de cartographie a été mené afin d'identifier les liens entre les ODD et les mesures d'adaptation dans les secteurs du PNA. Cela fournit un aperçu utile des synergies entre les deux processus politiques.



La Politique nationale de gestion des catastrophes s'engage à répondre aux impacts des changements climatiques sur les risques de catastrophe.



- En particulier, cette politique souligne la nécessité des programmes de recherche et de la promotion des connaissances autochtones portant sur l'adaptation aux changements climatiques.

La mise à profit de ces synergies peut faciliter l'identification de points d'entrée pour l'alignement, comme le décrit la section suivante.

« Une planification intégrée est le principal moyen de mise en œuvre. Le Sri Lanka a déjà pris des initiatives de planification intégrée par le biais du PNA [...] qui devraient être étendues aux autres secteurs de façon verticale et horizontale. »

CDN du Sri Lanka (2016)

6. Points d'entrée et opportunités pour un alignement renforcé

Quatre points d'entrée immédiats permettent de prendre appui sur ces synergies et d'augmenter l'alignement stratégique :

L'examen et la mise à jour des CDN et du PNA. Comme mentionné précédemment, l'examen et la mise à jour à la fois des CDN et du PNA seront achevés dans l'année à venir. Cela représente une opportunité clé pour renforcer les synergies existantes afin d'augmenter l'alignement des deux documents politiques.

Prochaines étapes potentielles : Pour aller plus loin, un exercice de cartographie serait utile pour évaluer les domaines de focalisation des CDN et du PNA afin d'identifier les domaines d'action communs ainsi que les lacunes. Les équipes chargées de la mise à jour des documents politiques respectifs devraient entreprendre une communication et une coordination permanentes afin de garantir que les mises à jour soient alignées de façon stratégique.

Avantages potentiels : L'alignement des mises à jour des CDN et du document de PNA aidera à garantir qu'ils se soutiennent mutuellement et que le PNA fournisse une feuille de route pour l'opérationnalisation des engagements relatifs à l'adaptation énoncés dans les CDN.

L'élaboration des Politique et stratégie nationales pour le développement durable (NPSSD). Étant donné que les NPSSD en sont à la phase d'élaboration, des efforts peuvent être entrepris pour que le contenu des CDN et du PNA mis à jour soit reflété dans ce document (et vice versa) en partant de l'analyse des liens déjà effectuée dans le document de PNA. Cela pourrait également constituer une base pour une meilleure intégration des changements climatiques dans la prochaine vision du développement pour la période après 2025.

Prochaines étapes potentielles : Le processus d'élaboration des NPSSD peut faire appel aux connaissances des équipes chargées des mises à jour de la CDN et du PNA quant au meilleur moyen de garantir que les objectifs d'adaptation soient reflétés dans cette politique.

Avantages potentiels : Une fois que ce cadre intégré sera en place, le gouvernement pourrait travailler en vue de la mise en place d'un mécanisme conjoint de mise en œuvre et rechercher des ressources financières pour la mise en œuvre de mesures répondant à plusieurs objectifs. Cela peut améliorer l'efficacité de la mise en œuvre des mesures d'adaptation.

Le suivi et l'évaluation. Les dispositifs institutionnels de suivi et d'évaluation (S & E) relatifs aux CDN sont en cours de création. Actuellement, leur principal objet est l'atténuation ; néanmoins, le CCS collabore avec ces acteurs pour faire connaître l'importance du suivi de l'adaptation dans le cadre du mandat de ces comités (Jayatunga & Perera, communication personnelle, le 15 février 2019).

Prochaines étapes potentielles : Il est essentiel de garantir que l'adaptation soit intégrée dans les systèmes de S & E des changements climatiques afin de créer une responsabilisation, permettre la notification et assurer un équilibre entre les investissements liés à l'adaptation et ceux liés à l'atténuation.

Un renforcement des capacités sera nécessaire pour garantir que les comités de S & E soient préparés à suivre et à évaluer les processus d'adaptation et leurs résultats.

Avantages potentiels : Cela faciliterait le S & E et la notification non seulement en vertu de l'Accord de Paris, mais aussi pour les ODD liés à l'adaptation et, potentiellement, pour les objectifs de Sendai. Des gains d'efficacité pourraient être réalisés en élaborant un cadre commun de S & E pour l'adaptation, couvrant les CDN et le PNA ainsi que les ODD liés à l'adaptation.

Les processus de planification de l'adaptation au niveau provincial. Les processus de planification de l'adaptation qui sont en cours de lancement au niveau provincial apportent une opportunité supplémentaire pour renforcer l'alignement. En intégrant l'adaptation dans la planification, les gouvernements provinciaux peuvent exposer leur rôle dans la mise en œuvre du PNA, ainsi que leur contribution aux engagements en matière d'adaptation énoncés dans les CDN et la réalisation des éléments liés à l'adaptation énoncés dans les ODD.

Prochaines étapes potentielles : Pour y parvenir, il sera important de mettre en place les Cellules climatiques régionales prévues ; leurs compétences pourraient inclure la mise en œuvre des mesures d'adaptation liées aux ODD, ainsi que les CDN et le PNA . Ces organismes, ainsi que les acteurs des gouvernements locaux, devront bénéficier d'un renforcement des capacités afin de comprendre les divers engagements et d'identifier des mesures d'adaptation appropriées.

Avantages potentiels : Une approche alignée peut réduire la charge pesant sur les acteurs de niveau provincial et assurer une mise en œuvre plus efficace et plus coordonnée de l'adaptation au niveau local.

7. Conclusions

À l'heure actuelle, le Sri Lanka passe d'un alignement informel à un alignement stratégique (Dazé, Terton & Maass, 2018). Les acteurs impliqués dans les processus politiques pertinents partagent de plus en plus les informations, tandis que les divers documents politiques identifient les synergies entre les différents processus, à la fois en termes d'objectifs et en termes de domaines de focalisation. Il existe des opportunités considérables pour augmenter l'alignement, particulièrement par rapport à l'élaboration et la mise à jour de certains politiques et mécanismes clés portant sur le développement résilient face aux changements climatiques, ainsi que par rapport à la mise en place de systèmes de planification, de suivi et d'évaluation des mesures climatiques. Le fait que le développement durable et les changements climatiques soient sous la responsabilité d'un seul ministère pourrait faciliter la coordination et la collaboration. De plus, le Sri Lanka est en train de demander un soutien du Fonds vert pour le climat (FVC) en vue de sa préparation à la planification de l'adaptation, dans l'espoir que cette entité puisse fournir des ressources permettant d'entreprendre les prochaines étapes identifiées plus haut.

8. Références

Asian Development Bank (ADB). (2014). *Assessing the costs of climate change and adaptation in South Asia*.

Extrait de <https://www.adb.org/publications/assessing-costs-climate-change-and-adaptation-south-asia>

Central Intelligence Agency (CIA). (2019). *The world factbook: Sri Lanka*. Extrait de <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ce.html>

Cruz, R., Harasawa, H., Lal, M., Wu, S, Anokhin, Y., Punsalmaa, B., Honda, Y., Jafari, M., Li, C., & Huu Ninh, N. (2007). (2007). *Climate change 2007: Impacts, adaptation and vulnerability - Asia*. In M.L Parry, O.F. Canziani., J.P. Palutikof., P. J. Van der Linden & C. E. Hanson. (Eds.). *Contribution of Working Group II to the Fourth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*. Cambridge, UK: Cambridge University Press. pp 469–506.

Dazé, A., Terton, A. & Maass, M. (2018). *Alignment to advance climate-resilient development – Overview brief 1: Introduction to alignment*. Extrait de <http://napglobalnetwork.org/wp-content/uploads/2018/08/napgn-en-2018-alignment-to-advance-climate-resilient-development-overview-brief.pdf>

Government of Sri Lanka and UN Country Team in Sri Lanka. (2018). *MAPS approach supporting SDG implementation in Sri Lanka*. Extrait de <http://www.lk.undp.org/content/srilanka/en/home/library/undp-sri-lanka-publications-and-factsheets/MAPS2018.html>

Government of the Democratic Socialist Republic of Sri Lanka. (n.d.a). *Vision 2025: A country enriched*. Extrait de http://www.pmooffice.gov.lk/download/press/D00000000061_EN.pdf

Government of the Democratic Socialist Republic of Sri Lanka. (n.d.b). *The National Climate Change Policy of Sri Lanka*. Extrait de http://www.climatechange.lk/CCS%20Policy/Climate_Change_Policy_English.pdf

Government of the Democratic Socialist Republic of Sri Lanka. (2013). *National Disaster Management Policy*. Ministry of Disaster Management. Extrait de <http://www.disastermin.gov.lk/web/images/pdf/draft%20dm%20policy.pdf>

Government of the Democratic Socialist Republic of Sri Lanka (2018). *Voluntary National Review on the Status of Implementing the Sustainable Development Goals*. Extrait de https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/19677FINAL_SriLankaVNR_Report_30Jun2018.pdf

Ministry of Disaster Management. (2019). *About us: National Council for Disaster Management*. Extrait de http://www.disastermin.gov.lk/web/index.php?option=com_content&view=article&id=51&Itemid=64&lang=en

Ministry of Mahaweli Development and Environment. (2016a). *National Adaptation Plan for Climate Change Impacts in Sri Lanka: 2016–2025*. Extrait de <https://www4.unfccc.int/sites/NAPC/Documents%20NAP/National%20Reports/National%20Adaptation%20Plan%20of%20Sri%20Lanka.pdf>

Ministry of Mahaweli Development and Environment. (2016b). *Nationally Determined Contributions: Sri Lanka*. Extrait de <https://www4.unfccc.int/sites/ndcstaging/PublishedDocuments/Sri%20Lanka%20First/NDCs%20of%20Sri%20Lanka.pdf>

Ministry of Mahaweli Development and Environment. (2016c). *Readiness Plan for Implementation of Intended Nationally Determined Contributions: 2017–2019*. Extrait de http://www.climatechange.lk/Publications_2016/Readiness%20Plan%20For%20INDCS%20In%20Sri%20Lanka.pdf

ND-GAIN. (2016). *ND-GAIN Index: Sri Lanka*. Extrait de <https://gain-new.crc.nd.edu/country/sri-lanka>

Parliament of the Democratic Socialist Republic of Sri Lanka. (2005). *Sri Lanka Disaster Management Act, No. 13 of 2005*. Extrait de http://www.disastermin.gov.lk/web/images/pdf/DMACTNO13_E.pdf

Parliament of the Democratic Socialist Republic of Sri Lanka. (2017). *Sri Lanka Sustainable Development Act, No. 19 of 2017*. Extrait de https://srilankalaw.lk/YearWisePdf/2017/19-2017_E.pdf

Presidential Expert Committee. (2019). *Sustainable Sri Lanka 2030 Vision and Strategic Path*. January 2019. Extrait de <http://www.presidentsoffice.gov.lk/wp-content/uploads/2019/05/Final-v2.4-Typeset-MM-v12F-Cov3.pdf>

United Nations Development Program (UNDP). (2018). *Briefing note for countries on the 2018 Statistical Update: Sri Lanka*. Extrait de http://hdr.undp.org/sites/all/themes/hdr_theme/country-notes/LKA.pdf

World Bank. (2019). *The World Bank in Sri Lanka: Overview*. Extrait de <https://www.worldbank.org/en/country/srilanka/overview>



**Réseau
mondial
de PNA**

**Coordination pour un développement résilient
au changement climatique**

www.napglobalnetwork.org

info@napglobalnetwork.org

[@NAP_Network](https://twitter.com/NAP_Network)

Cette note de synthèse est un produit du Projet d'appui à la mise en œuvre de l'Accord de Paris (SPA), qui est financé par le Ministère fédéral allemand de l'Environnement, de la Protection de la nature et de la Sécurité nucléaire (BMU) à travers son Initiative internationale pour la protection du climat (IKI), et a été élaborée conjointement par l'IISD et la GIZ.

Soutien financier de départ apporté par
l'Allemagne et les États-Unis

Secrétariat hébergé par l'Institut
international du développement durable



The
Federal Government



IISD
International Institute for
Sustainable Development